



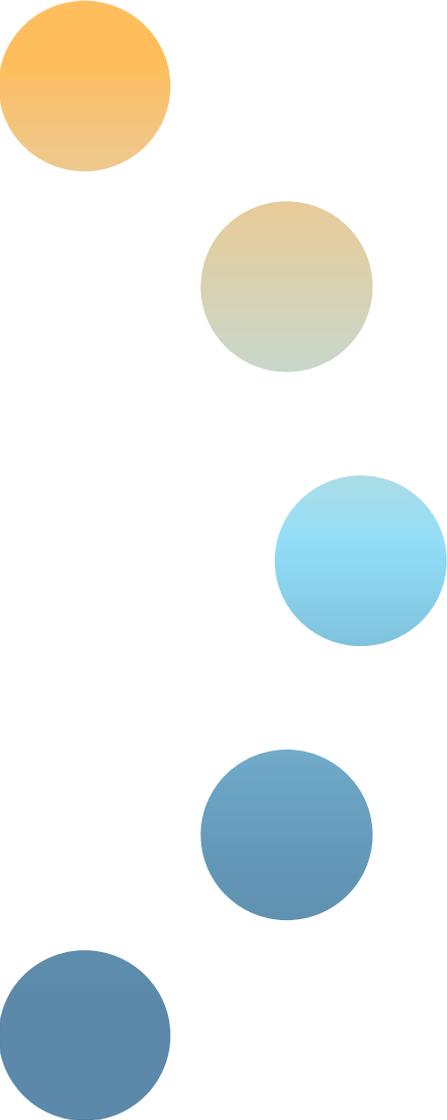
**GENSHAGENER
FORUM**

für deutsch-
französischen Dialog

**FORUM DE
GENSHAGEN**

pour le dialogue
franco-allemand

Sous le haut patronage du professeur Norbert Lammert, Président du Bundestag
allemand et de Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale



L'Europe au pied du mur : crise(s) du présent, défis du futur

Actes du V^{ème} Forum de Genshagen

.....
.....
20 et 21 novembre 2014 – Château de Genshagen
.....

 **Stiftung
Genshagen**

INSTITUT
MONTAIGNE



Forum de Genshagen 2014



Profondes et privilégiées, les relations entre l'Allemagne et la France demandent à être constamment entretenues et intensifiées. Les deux plus grands pays de l'Union européenne (UE) portent ensemble la responsabilité de promouvoir l'Europe dans la mondialisation, en développant le plus possible des stratégies communes. Dans ce but, la coopération gouvernementale doit s'enrichir d'un dialogue élargi aux sociétés civiles française et allemande, tout en y associant des représentants d'autres pays de l'UE. C'est à la fois l'esprit et l'ambition du *Forum de Genshagen*.

La cinquième édition du *Forum de Genshagen* était dédiée aux défis économiques, sociaux et politiques que rencontre actuellement l'Europe, au sortir d'une crise financière et économique sans précédent.



Cet événement visait à favoriser l'échange d'expériences et le débat stratégique entre Allemands et Français comme à promouvoir la recherche de solutions communes au service de l'Europe.



Séance d'ouverture : Europe, qu'as-tu fait de ta jeunesse ?

.....

Propos introductif :

Caren Marks, députée au Bundestag, secrétaire d'État parlementaire au Ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse, Berlin

Débat en présence de :

Stéphane Carcillo, économiste principal à l'OCDE et professeur associé au département d'économie de Sciences Po, Paris

Philippe Étienne, ambassadeur de France en République fédérale d'Allemagne, Berlin

Markus Ingenlath, Secrétaire général, Office franco-allemand de la jeunesse (Ofaj), Berlin

Thierry Pech, directeur général du think tank Terra Nova, Paris

Modération :

Mme Katrin Michaelsen, journaliste, Deutschlandfunk, Cologne



Stéphane Carcillo, Philippe Étienne, Katrin Michaelsen, Markus Ingenlath, Thierry Pech



Caren Marks

« Lorsque la jeunesse prend froid, le monde claque des dents ! ». C'est par cette mise en garde que *Caren Marks* a ouvert son exposé, véritable plaidoyer en faveur d'une plus grande participation sociale des jeunes en Europe. La sphère politique devrait avoir pour objectif de faire face de manière encore plus ciblée à la crise de l'emploi des jeunes, crise qui, à ses yeux, constitue à l'heure actuelle le principal défi à relever. Certes, des mesures prometteuses existent d'ores et déjà, telles que la « garantie pour la jeunesse » ou encore l'« Initiative pour l'emploi des jeunes » (IEJ), mais ces dispositifs à eux-seuls ne suffisent pas à assurer durablement l'intégration sociale des jeunes européens. Promouvoir et sécuriser la mobilité transfrontalière, telle est selon *Caren Marks* la clé de l'avenir. Les programmes existants, comme Erasmus Plus ou le Service volontaire européen, ainsi que le travail mené par des institutions telles que l'Office franco-allemand pour la jeunesse ou l'Office germano-polonais pour la jeunesse, montrent clairement que l'échange et l'expérience de la diversité permettent de créer une identité européenne. Il conviendra toutefois d'accorder à l'avenir une attention toute particulière à la transition entre scolarité et vie professionnelle, en améliorant par exemple l'accès aux programmes de mobilité existants. En outre, le système allemand de formation en alternance pourrait servir de modèle en Europe. Les jeunes, a estimé *Caren Marks*, sont prêts à faire l'expérience de la mobilité, l'Europe sans frontière étant déjà une évidence à leurs yeux. À l'aune des résultats préoccupants des dernières élections européennes, les acteurs politiques devraient d'autant plus comprendre que sans la jeunesse, il ne sera pas possible de renforcer la cohésion sociale en Europe ni d'assurer la pérennité du projet européen à long terme. Pour reprendre les termes employés par *Caren Marks* : « permettre la participation des jeunes à la société est un impératif » et « la participation signifie une politique pour les jeunes, menée avec les jeunes et par les jeunes ».



Philippe Étienne



Thierry Pech

L'ambassadeur de France en Allemagne *Philippe Étienne* a souligné l'ampleur du chômage des jeunes, qu'il a qualifiée lui aussi de principal défi européen, bien que son analyse se réfère avant tout à la situation en France où 73 % des moins de 35 ans ne se sont pas rendus aux urnes lors des élections européennes de mai 2014. Il s'est interrogé sur le rôle de la politique : quelles sont les actions entreprises en France pour les jeunes qui sont sans emploi, quel rôle joue l'UE ? *Philippe Étienne* a notamment déploré le déficit de communication à l'égard des jeunes qui ignorent souvent l'existence d'un grand nombre de projets nationaux et européens. En outre, les initiatives transfrontalières en faveur de l'insertion des jeunes en formation restent trop peu nombreuses. Il s'est dit sceptique quant à la perspective de prendre pour modèle le système allemand de formation en alternance, ce système étant selon lui difficilement transposable à d'autres pays. Comme *Caren Marks* avant lui, *Philippe Étienne* a insisté sur l'attitude positive de la jeunesse vis-à-vis de la mobilité, considérant lui aussi que dans l'optique d'un renforcement de la solidarité européenne, la mobilité constitue une opportunité de taille que la politique ne saurait ignorer.

Thierry Pech a posé la question d'un possible lien entre le fort taux de chômage des jeunes et la perte de vitesse que connaît actuellement l'idée européenne. Créer et assurer la mobilité constituent selon lui une opportunité de taille pour la jeunesse. À la différence de *Philippe Étienne*, il considère qu'il est tout à fait envisageable d'intégrer à d'autres pays de l'UE certaines dimensions du système allemand de formation en alternance. Il a cependant souligné les risques économiques, tels que la perte de « capital humain », et a attiré l'attention sur le problème de la « génération perdue » qui, avec ou sans mobilité, se voit souvent dans l'impossibilité de trouver un emploi correspondant à son niveau de formation. La valorisation de l'apprentissage des langues étrangères et la mise à disposition de ressources financières et logistiques afin de soutenir la mobilité des jeunes européens sont, à son sens, indispensables sur le plan politique.

Markus Ingenlath a quant à lui refusé de parler de « génération perdue » : il a au contraire souligné le potentiel et le fort degré d'ouverture de la jeunesse européenne. Il a insisté lui aussi sur la nécessité de poursuivre une politique commune de la jeunesse, qui soit non seulement franco-allemande mais aussi européenne. Les jeunes doivent pouvoir faire entendre leur voix en Europe et, pour ce faire, ils ont besoin d'un soutien tant sur le plan financier qu'organisationnel. Pour lui, seuls les projets communs, l'expérience d'apprendre et de travailler ensemble ainsi que l'apprentissage précoce de la langue permettront de faire exister à l'avenir un dialogue d'égal à égal. Dans cette perspective, le projet de créer un Office germano-grec pour la jeunesse constitue une étape importante en vue d'un renforcement du projet européen.

Stéphane Carcillo s'est arrêté sur les différents taux de chômage des jeunes au sein de l'UE et a fait remarquer qu'outre la France et l'Italie, les pays de la périphérie tels que la Grèce, l'Espagne et le Portugal sont les premiers



S. Carcillo, P. Étienne, K. Michaelsen, M. Ingenlath

touchés. Il a également mis en garde contre le problème de la radicalisation des jeunes défavorisés et les répercussions à long terme de l'absence de perspectives chez les jeunes qui, bien que dotés d'un bon diplôme de fin de scolarité et d'une formation (universitaire), n'entrevoient aucune opportunité sur le marché du travail. Comme les intervenants précédents, *Stéphane Carcillo* a estimé que les programmes de prévention du chômage de longue durée chez les jeunes constituent une solution, mais il a ajouté qu'il est également nécessaire que l'UE apporte un soutien structurel ciblé aux pays particulièrement touchés, en aidant par exemple les jeunes peu qualifiés et en mettant en place sur le long terme des dispositifs destinés à faciliter leur entrée sur le marché du travail.

Atelier 1 : Crise financière : l'Euro est-il sorti d'affaire ?

Intervenants :

Agnès Bénassy-Quéré, présidente déléguée du CAE (Conseil d'analyse économique), Paris

Sebastian Dullien, professeur d'économie politique à l'Ecole supérieure technique de Berlin HTW (Hochschule für Technik und Wirtschaft), chercheur senior auprès de l'ECFR (European Council on Foreign Relations), Berlin

Jakob von Weizsäcker, député européen (SPD/PSE), Bruxelles

Modération :

Thibaut Madelin, journaliste et correspondant, *Les Echos*, Berlin



Agnès Bénassy-Quéré, Jakob von Weizsäcker, Sebastian Dullien



Thibaut Madelin



Agnès Bénassy-Quéré

Sebastian Dullien a ouvert le débat avec un diagnostic mitigé : le scénario noir de la fin de l'euro ne s'est pas réalisé et la conjoncture s'améliore lentement, mais il demeure des zones d'ombre. L'économie européenne a moins bien rebondi que celle des États-Unis, et l'Europe a perdu une décennie de croissance. La nécessité pour l'Europe de mettre en place une autorité de contrôle intégrée des marchés financiers s'est imposée. Si les mesures tardives prises contre la crise financière ont réussi à éviter l'éclatement de la zone euro, elles se sont toutefois traduites par la mise en place d'un plan d'austérité hostile à la croissance et facteur d'un affaiblissement de la demande. Les dépenses qui auraient dû soutenir la croissance à moyen terme, en R&D comme dans les infrastructures, n'ont pas été engagées et cette absence de croissance empêche le remboursement des dettes souveraines. Selon M. Dullien, la combinaison des moyens de lutte contre la crise employés jusqu'à aujourd'hui trouve donc ses limites.

Pour Agnès Bénassy-Quéré, l'euro n'est pas tiré d'affaire : « La maison brûle. C'est moins spectaculaire qu'en 2009, mais les braises sont encore bien rouges. » Pour éteindre l'incendie, plusieurs défis doivent être relevés. Le premier est celui de l'inflation, menacée par des mécanismes de déflation par la dette qui s'exercent actuellement en Grèce, au Portugal ou en Espagne. Il y a encore beaucoup à faire pour respecter l'objectif d'inflation à 2 % inscrit dans les traités. Le deuxième défi est celui de faire fonctionner les instruments mis en place pour garantir la stabilité financière. Le troisième défi est celui de construire une union bancaire transfrontalière, qui dépasserait la peur d'une contagion des crises de liquidité. Selon Agnès Bénassy-Quéré, le taux d'intérêt ne doit pas être le seul instrument de la politique monétaire, de même que le solde budgétaire n'est pas le seul indicateur de la santé financière d'un État. Il faut évoluer vers une



nouvelle conception de la politique économique, plus intégrée, avec un niveau fédéral non intrusif qui ne serait pas simplement guidé par les stabilisateurs automatiques.

Pour *Jakob von Weizsäcker*, nous entamons une deuxième phase de la crise. Une phase dans laquelle notre marge de manœuvre est très limitée. Il y a un débat philosophique entre l'Allemagne et la France sur la question du « pilotage automatique », en qui certains continuent à faire confiance. Une décennie a été perdue par la crise, il faut désormais agir pour ne pas en perdre une deuxième. Pour *M. von Weizsäcker*, il faut « trouver une combinaison entre une politique non conventionnelle et une impulsion budgétaire sur le long terme pour retrouver la croissance », au travers notamment des investissements. Un mécanisme est nécessaire pour équilibrer nos finances et restaurer leur crédibilité auprès de l'opinion publique.

De nombreuses questions de l'auditoire ont permis de poursuivre les échanges, notamment autour de la question des divergences de conception de l'économie entre la France et l'Allemagne. *Jakob von Weizsäcker* a rappelé que la grille d'analyse de l'économie doit pouvoir s'adapter aux pays et aux époques. La question de la confiance a aussi été approfondie, notamment par *Agnès Bénassy-Quéré* : « Le grand soir européen doit être oublié faute de confiance et de soutien de l'opinion. » Plusieurs chefs d'entreprises présents ont ainsi demandé des éclaircissements sur le rôle, la méthodologie et la transparence des pratiques des experts économiques qui conseillent les décideurs européens.

Atelier 2 : Crise économique : gouvernance économique européenne, disciplines budgétaires, règle d'or – seules solutions pour les économies européennes ?

Intervenants :

Guillaume Duval, rédacteur en chef d'Alternatives Économiques, Paris

Michael Heise, chef économiste du groupe Allianz, Munich

François Villeroy de Galhau, directeur général adjoint de BNP Paribas, Paris

Modération :

Thomas Hanke, journaliste et correspondant, Handelsblatt, Paris



Guillaume Duval, François Villeroy de Galhau, Michael Heise



Jean-Paul Tran Thiet

Pour *François Villeroy de Galhau*, les trois instruments – gouvernance économique européenne, disciplines budgétaires, règle d'or – sont nécessaires pour résoudre la crise économique mais non suffisants. D'autres éléments doivent être pris en compte : l'« euro-deal », difficile à réaliser en raison de la réticence française aux réformes et de la défiance allemande, nécessite un cadre politique pour être conclu. Selon lui, il faut ainsi adapter un « business-plan » de la zone euro qui pourrait se conclure au niveau européen : il consiste à s'accorder sur des hypothèses communes et mettre les différents plans nationaux dans un même cadre d'anticipation. En ce qui concerne le renforcement de la gouvernance économique et politique de l'euro, selon *François Villeroy de Galhau*, le fonctionnement de l'Eurogroupe pourrait être amélioré sans revoir les traités. Pour aller plus loin, il a fait référence aux propositions du groupe de Glienicke comme la meilleure base d'action, notamment en matière de solidarité européenne pour lutter contre le chômage.

Pour *Michael Heise*, la stratégie de soutien et de sauvetage de l'euro déployée par l'Europe n'a pas été un échec. Les programmes qui ont été mis en place dans les pays en crise ont permis de leur donner plus de temps pour impulser de nouvelles réformes. Les pays qui ont consenti des efforts considérables comme le Portugal, l'Espagne et la Grèce commencent à en percevoir les effets aujourd'hui, même si les taux de chômage sont encore très élevés. Ces exemples nous montrent que nous avons besoin de réformes structurelles en Europe. Pour *M. Heise*, il faut éviter de « diaboliser » les réformes structurelles car elles sont essentielles et positives pour les citoyens, par exemple dans les domaines des infrastructures, du système éducatif, de l'intégration des immigrants, de l'administration publique,



ou encore dans celui des politiques énergétiques. *Michael Heise* a également évoqué les règles budgétaires. Si une partie des Français considère que ces règles sont rigides et qu'elles relèvent d' « une obsession allemande », elles sont pourtant nécessaires afin d'éviter que les politiques menées à l'échelle des états membres ne soient conduites au détriment des autres pays, comme cela a pu être le cas en Grèce. En ce qui concerne les règles selon lesquelles le déficit budgétaire doit être inférieur à 3 % du PIB et l'endettement inférieur à 60 % du PIB, *M. Heise* a estimé qu'elles ont le mérite d'exister dans le sens où elles sont nécessaires à la croissance. Pour lui, la critique à l'égard de ces règles est plus politique qu'économique : il est plus simple pour les responsables politiques de créer de la dette plutôt que de lancer des réformes structurelles.

Guillaume Duval s'est quant à lui prononcé d'emblée pour une réduction prioritaire de l'endettement des États. Cependant, les mesures prises actuellement ne la permettent pas : la politique monétaire est laxiste et subventionne sur fonds publics les investisseurs qui ont amené la crise, les carcans budgétaires privent les pays de leurs marges de manœuvre. Selon lui, avec l'austérité budgétaire, nous sommes au bord d'une déflation porteuse de conséquences politiques terribles comme la montée de l'extrême droite et de menaces sur le futur de l'Europe. *M. Duval* a souligné qu'il n'y avait pas de règle parfaite possible. Il s'est ainsi prononcé pour une politique européenne discrétionnaire, avec un parlement de la zone euro qui déterminerait pour chaque pays le niveau d'endettement autorisé pour l'année suivante. Il a également prôné une réforme de la BCE et une réflexion industrielle sur la transition énergétique. *Guillaume Duval* a en outre posé la question de l'avenir de l'industrie allemande, confrontée à des difficultés selon lui, et de l'acceptation par l'Allemagne d'un taux d'inflation plus élevé afin d'assurer la survie de la zone euro.

Atelier 3 : Crise de leadership : quelle gouvernance voulons-nous pour l'Union européenne ?

Intervenants :

Christian Ehler, député européen (CDU-CSU/PPE), Bruxelles

Christian Lequesne, directeur de recherche au CERI (Centre d'études et de recherches internationales de Sciences Po), président du groupe de veille franco-allemand de l'Institut Montaigne, Paris

Jean Quatremer, journaliste et correspondant, *Libération*, Bruxelles

Modération :

Eric Bonse, journaliste indépendant, Bruxelles



Jean Quatremer, Christian Ehler, Eric Bonse



Jean Quatremer

Christian Ehler a estimé que l'Union européenne est actuellement en proie non pas à une crise de gouvernance, mais à une crise de confiance. Il manque une conception commune de l'UE et la proximité avec les citoyens fait défaut. Par ailleurs, la participation sociale doit être soutenue car elle importe bien plus que la recherche de solutions fonctionnelles. La possibilité d'influencer indirectement le choix du président de la Commission de l'UE grâce aux élections européennes ainsi que l'engagement du président du Parlement européen Martin Schulz sont des avancées prometteuses, gages de transparence, mais elles sont loin d'être suffisantes. Il a rappelé que la réalité des pratiques dicte le fonctionnement des traités et non l'inverse, comme l'ont amplement démontré les crises actuelles et le débat sur le pacte de stabilité. *M. Ehler* a également souligné la nécessité de mener des réformes structurelles : il n'est en effet pas tolérable que des fonds de programmes de lutte contre le chômage des jeunes ne puissent être utilisés faute de structures nationales adéquates. Si le réflexe franco-allemand fonctionne bien au sein de la politique de l'UE, il semble néanmoins que les structures franco-allemandes présentent des signes de fatigue, a déploré *Christian Ehler*.

Christian Lequesne a mis en avant trois options possibles en vue de rationaliser les structures de l'UE : la première option serait une révision des traités afin de clarifier le lien entre économie et politique, redéfinir les critères de stabilité et les critères budgétaires actuels et débattre de la question d'une plus grande légitimité démocratique. Compte tenu des échéances électorales de 2017 et du rôle fort joué par les parlements nationaux, il est peu probable que ce scénario se réalise, a confié *Christian Lequesne*. La deuxième option consiste à conclure des accords intergouvernementaux afin de fournir au système financier une base juridique solide. En raison de son caractère intergouvernemental, cette option semble peu exposée



au risque de blocage et peut donc paraître tentante. Toutefois, *Christian Lequesne* a pointé du doigt son manque d'esprit communautaire et l'absence de participation de la population. La troisième option qui a été évoquée est un scénario maximaliste prévoyant des réformes telles que la création d'une représentation permanente de la zone euro auprès du FMI afin d'améliorer le contrôle budgétaire. Selon *M. Lequesne*, ce scénario est lui aussi peu probable à l'heure actuelle. Quelle que soit l'option choisie, il est crucial de procéder à un débat de large portée afin de cesser de se dérober face à la politisation de l'Europe. Il a évoqué, à cet égard, la nécessité de faire émerger une opinion publique européenne et de lancer un processus de réformes publiques car les citoyens, à la différence des élites politiques, ont parfois des difficultés à s'adapter aux changements.



Jean Quatremer s'est dit également convaincu de l'existence d'une crise de confiance en Europe, tout comme *Christian Ehler*. Il a cité le sondage franco-allemand réalisé par Harris Interactive dans le cadre du Forum de Genshagen, dont il résulte que les Allemands (78 %) et les Français (91 %) se perçoivent toujours l'un et l'autre comme les principaux pays partenaires au sein de l'UE, mais avec des degrés d'intensité différents. Pour *Jean Quatremer*, il est impératif de mener des réformes en France et au sein de l'UE puisque de « nombreux cœurs battent encore pour la dimension nationale » et que Bruxelles est souvent perçue comme omniprésente. Sur ce point, il a souligné la nécessité de susciter une conscience collective au sujet des questions européennes ainsi que celle de réfléchir de manière constructive à une adaptation des dispositions prévues par les traités, dispositions convenues à Maastricht en 1992, il y a des années, et ne correspondant plus à la réalité actuelle. *Jean Quatremer* a en outre plaidé pour une plus grande solidarité financière entre les États membres de l'UE, notamment en matière de politique du marché du travail ainsi qu'en matière de promotion de la science et de la recherche. Il s'est dit ouvert à la proposition formulée par *Hermann von Rompuy* (président du Conseil européen de 2009 à 2014) de créer un budget propre à la zone euro mais selon lui, il faudrait dissocier davantage les questions relevant du niveau national de celles du ressort de l'UE, à l'instar de ce que l'on observe aux États-Unis. Il est temps désormais que les gouvernements assument davantage de responsabilité politique et montrent clairement la voie à suivre pour l'UE. Telle est, à son sens, la seule manière de restaurer la confiance en Europe.

Débat : Quel modèle européen voulons-nous ? Concurrence, croissance et Europe sociale

Intervenants :

Andreas Botsch, conseiller spécial du président, comité directeur fédéral de la Fédération des syndicats allemands DGB, Berlin

Henrik Enderlein, professeur d'économie politique à la Hertie School of Governance, directeur du Jacques Delors Institut – Berlin

Valérie Rabault, députée de Tarn et Garonne (PS), rapporteure générale du budget à l'Assemblée nationale, Paris

Jean-Paul Tran Thiet, avocat associé, White & Case, membre du Comité directeur de l'Institut Montaigne, Paris

Modération :

Eric Bonse, journaliste indépendant, Bruxelles



Andreas Botsch, Henrik Enderlein, Eric Bonse, Valérie Rabault, Jean-Paul Tran Thiet



Eric Bonse, Valérie Rabault



En ouverture du débat, *Jean-Paul Tran Thiet* a observé que le principe de subsidiarité est souvent invoqué pour justifier l'inaction. Pour lui, il doit être remis en cause afin de ne plus craindre de mettre en commun nos souverainetés et nos moyens. Il a identifié trois domaines clés dans lesquels cette mise en commun pourrait être réalisée : la défense et la sécurité, le budget et la fiscalité, et enfin l'énergie. Pour lui, il s'agit de domaines clés qu'il faut à la fois approfondir et étendre.

Henrik Enderlein a évoqué cinq défis à relever au niveau européen : la croissance, la modernisation des sociétés, les investissements, le désendettement et le cadre de l'union monétaire. Il a également mentionné la difficulté du contexte macroéconomique actuel, soulignant l'absence de marge de manœuvre des politiques fiscales et monétaires. Enfin, *Henrik Enderlein* a rappelé la nécessité de mener une réflexion selon une vision européenne globale et de moyen à long terme, à cinq ou dix ans. La situation actuelle en France et en Allemagne soulève la question de la compréhension mutuelle entre les deux pays : les Allemands doivent comprendre les problèmes politiques qui existent en France, tandis qu'il convient, du côté français, d'appréhender les défis économiques réels auxquels sont confrontés les Allemands outre-Rhin.

Pour *Valérie Rabault*, l'avenir du modèle européen s'articule autour de trois grands sujets. Tout d'abord, le modèle économique, centré autour du consommateur, limite la capacité de création d'une industrie européenne forte. Par ailleurs, les difficultés d'existence de l'Europe sociale favorisent la montée des extrémismes. Enfin, la divergence de l'Allemagne et de la France sur le choix de la réduction des déficits ou de la hausse des investissements pose problème. Le plan Juncker, annoncé fin novembre 2014, doit être l'occasion d'une vision commune. *Valérie Rabault* a également rappelé la nécessité d'une limitation des dépenses publiques en France,



Henrik Enderlein, Eric Bonse

et notamment celles des collectivités locales, tout en plaidant pour une relance de la croissance par l'investissement.

Andreas Botsch a regretté que les politiques sociales en Europe semblent avoir cessé de converger. Pour lui, l'Europe sociale n'est pas une question technique mais doit être comprise par la formule « un travail de qualité pour une vie de qualité ». Le diagnostic systématiquement établi selon lequel les dépenses publiques seraient trop élevées est, selon lui, erroné. Il a ainsi souligné qu'il n'y a pas de niveau optimal des dépenses publiques, qui doivent être déterminées en fonction des besoins. *M. Botsch* a également rappelé la nécessité de moderniser l'économie et les modes de production en Europe une fois que seront dégagés un objectif clair et un programme d'investissement commun. Les réformes structurelles doivent inciter à la consommation plus qu'à l'épargne.

Au cours des échanges avec le public, les orateurs ont appelé à davantage de convergence entre les politiques publiques européennes. *Henrik Enderlein* a quant à lui plaidé pour un « New Deal » franco-allemand. Les nécessités de rétablir la confiance des Européens en l'Europe et en son économie, de stimuler l'investissement privé et d'initier des projets concrets en matière d'investissement public ont aussi été évoquées.

Débat : Comment restaurer le « made in Europe » ?

Débat en présence de :

Manfred Kurz, directeur de la représentation du Würth- Gruppe, Berlin

Günter Lambertz, directeur de la représentation de la Fédération des chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHK) auprès de l'UE, Bruxelles

Arnaud Vaissié, co-fondateur et président directeur général d'International SOS, membre du comité directeur de l'Institut Montaigne, Paris

Modération :

Thomas Hanke, journaliste et correspondant, Handelsblatt, Paris



Günter Lambertz, Manfred Kurz, Arnaud Vaissié, Thomas Hanke



Dans son intervention, *Manfred Kurz* s'est concentré sur deux aspects essentiels, en s'interrogeant sur le rôle que la diversité et la subsidiarité seront amenées à jouer en Europe. Selon lui, l'Europe est trop centrée sur elle-même, au point d'oublier qu'elle s'inscrit dans un contexte mondial auquel elle doit faire face économiquement. Si elle veut y parvenir, elle doit enfin consentir à appliquer davantage le principe de subsidiarité ancré dans le traité de Lisbonne. Ceci vaut notamment en matière de concurrence, domaine dans lequel nous avons besoin de « moins d'Europe ». La diversité, que *M. Kurz* considère comme une grande faiblesse de l'Europe, pourrait devenir sa plus grande force si elle venait s'inscrire dans le cadre réglementaire approprié. Le potentiel de l'Europe réside non pas dans la standardisation mais dans la régionalité, qu'il convient de préserver et de développer. Le label « made in Europe » n'existe pas véritablement puisque des produits tels que les Mercedes ou le champagne continuent d'être perçus à l'étranger comme des produits nationaux. En conséquence, *Manfred Kurz* a plaidé en faveur d'une ouverture de la libre concurrence à tous les niveaux et a appelé à repenser le soutien à la recherche et au développement en partant des besoins réels. En outre, *Manfred Kurz* a prôné l'adoption d'une nouvelle culture d'entreprise selon laquelle la peur de voir son idée échouer ferait partie intégrante du jeu du marché. Selon lui, l'Europe, doit elle aussi mener une réflexion approfondie sur la réglementation en matière de responsabilité et de crédit et déterminer si la liberté doit primer sur la sécurité ou inversement.

Arnaud Vaissié a souligné la nécessité absolue d'harmoniser les systèmes fiscaux européens. L'économie des États-Unis repart à la hausse et ce n'est pas sans raison. En Europe en revanche, depuis l'introduction de l'euro, le manque de comparabilité des situations fiscales est tel que de nombreuses



Arnaud Vaissié



entreprises n'ont d'autres possibilités, pour garantir leur compétitivité, que de recourir à la déflation salariale. Un autre problème de taille se pose dans le domaine de la recherche et de l'innovation : en l'absence d'harmonisation des structures fiscales, de nombreuses start-ups s'expatrieront aux États-Unis. Si l'Europe n'instaure pas rapidement un écosystème de l'innovation doté de budgets suffisants, cette richesse européenne qu'est la manne des idées se tarira pour longtemps. Selon *Arnaud Vaissié*, à quoi bon avoir un taux maximum de diplômés de l'enseignement supérieur si l'Europe ne parvient pas à garder les idées « européennes » sur son territoire ? Pour maintenir ces innovations en Europe, il est nécessaire d'opérer un changement culturel – en particulier chez les Allemands et les Français – et de repenser notre approche du facteur risque. Ce dernier s'accompagne inévitablement de la promotion des idées porteuses d'avenir, qui passe par exemple par le soutien aux start-ups. Si les entreprises européennes souhaitent être présentes à l'avenir sur le terrain des technologies numériques, par exemple dans le domaine de la santé, il est nécessaire de faire évoluer les cadres structurels, de rendre les fusions possibles, d'investir dans la créativité et de réaffirmer l'importance de la recherche et de l'innovation en tant que valeur ajoutée pour la société. Se positionner rapidement sur le marché avec une idée est décisif mais requiert une disponibilité rapide de capitaux, sans lourdeur administrative. Le niveau des coûts structurels a, quant à lui, moins d'impact sur la concurrence. En effet, comme le montre l'exemple éloquent de la Suisse, on peut être compétitif sur la scène internationale tout en ayant des coûts élevés (cf. Nestlé / Roche). *Arnaud Vaissié* a étayé son plaidoyer pour davantage de compétitivité en Europe en filant la métaphore de « l'effet Wimbledon » : l'essentiel est que la compétition se dispute chez nous, en Europe, et peu importe qui est le vainqueur du tournoi.

Günter Lambertz a rejoint les arguments d'*Arnaud Vaissié*, tout en soulignant pour sa part l'importance que revêt le principe de subsidiarité pour la compétitivité de l'UE. Son application est indispensable pour le secteur d'avenir que sont les technologies numériques, au même titre que l'instauration de cadres stables dans le domaine de la promotion européenne de la recherche. *Günter Lambertz* a refusé de parler d'agonie de l'Europe et a estimé que l'Agenda numérique européen constitue un pas dans la bonne direction. Il compte sur l'actuelle Commission Juncker pour émettre des signaux clairs, tout en concédant ne pas en attendre davantage. Un autre élément indispensable, selon lui, est l'introduction de conditions simplifiées pour la création d'entreprises grâce, par exemple, à la modification des conditions de protection des investisseurs dans le cas de projets de financement participatif. De fait, affirme-t-il, il existe aussi en Europe des investisseurs disposés à prendre des risques. De même, tant au niveau national qu'europpéen, il convient de réfléchir sérieusement à la question de savoir si le renforcement du soutien à la création de start-ups ne pourrait pas passer par un assouplissement des critères d'octroi de crédits, et notamment des règles d'évaluation des risques telles qu'elle sont appliquées par la banque KfW ou la Banque européenne d'investissement. *Günter Lambertz* a approuvé le principe d'exigence de transparence accrue

dans le domaine du soutien aux start-ups. Elle sera cependant difficile à mettre en œuvre dans la mesure où des pôles régionaux de start-ups, par exemple dans les pays baltes, coexistent avec les principaux sites de Berlin, Paris et Londres. Globalement, a-t-il avancé, le processus de transparence au niveau européen va moins mal qu'on ne le croit : les décisions font souvent l'objet de débats publics, les documents sont consultables en plusieurs langues sur Internet et les fonctionnaires de la Commission européenne aspirent eux aussi à stimuler les innovations.

Débat de clôture : (Dés)intégration : l'Europe est-elle sur la bonne voie ?

Débat en présence de :

François Fillon, député de Paris (UMP), ancien Premier ministre (2007-2012)

Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente de la Sarre, déléguée spéciale de la République fédérale chargée de la coopération culturelle franco-allemande

Modération :

Sabine Syfuss-Arnaud, journaliste, *Challenges*, Paris



François Fillon, Sabine Syfuss-Arnaud, Annegret Kramp-Karrenbauer



Annegret Kramp-Karrenbauer



François Fillon

L'ancien Premier ministre français *François Fillon* a débuté son intervention en se présentant comme particulièrement attaché à l'indépendance nationale, tout en soulignant l'existence d'une civilisation européenne menacée par le déclin du soutien de l'opinion publique et questionnée par l'émergence de nouvelles civilisations, en Asie comme en Afrique. Afin de répondre à ces défis, *François Fillon* a appelé au renforcement de l'Union européenne autour d'un projet commun, décliné en trois principes. Le premier principe est celui de la convergence fiscale et économique, qui se trouve aujourd'hui « au milieu du gué » à la suite d'un choix qui nous engage pour toujours, celui de la monnaie unique. Une confédération économique franco-allemande permettrait d'harmoniser les fiscalités, les stratégies d'investissement, et les politiques énergétiques. Elle permettrait aussi d'entraîner d'autres pays à sa suite. Néanmoins, elle nécessite en préalable une remise à niveau de l'économie française. Le second principe réside dans une meilleure protection des frontières, partagée entre les États membres, afin d'éviter une dérive des flux migratoires et le repli sur soi. Le troisième principe évoqué par *M. Fillon* est celui d'une défense européenne, qui doit être assurée par l'Europe elle-même : l'UE doit assumer ses responsabilités en matière de sécurité. *François Fillon* a ainsi évoqué la nécessité d'une « stratégie de puissance » plus que d'une stratégie défensive. Enfin, *François Fillon* a appelé à une meilleure gouvernance de l'Union européenne qui serait nourrie par des formations politiques plus solides au plan européen.

La Ministre-présidente de la Sarre *Annegret Kramp-Karrenbauer* a illustré son intervention par l'exemple du land qu'elle dirige, « enfant de l'Histoire européenne et franco-allemand. » Dans cet espace européen, 200 000 personnes traversent quotidiennement les frontières, 400 établissements scolaires bilingues sont installés, 100 entreprises françaises sont implantées. Elle voit l'Europe comme un patchwork, dont les coutures, et non les morceaux de tissu qui le composent, seraient les plus importantes.



Cependant, malgré ce « vécu » européen quotidien, une défiance se développe dans l'opinion. *Mme Kramp-Karrenbauer* a approuvé l'idée de François Fillon de coopérer de façon plus étroite sur la politique de sécurité et de défense. Elle a également développé différents axes de réflexion. Pour elle, il faut tout d'abord abandonner l'idée de pouvoir continuer à exister sous la forme d'État-nations et réfléchir dans un contexte européen tout en gardant nos particularités nationales. *Mme Kramp-Karrenbauer* a également expliqué que le défi de la « désintégration » est à relever en encourageant le débat avec les forces eurosceptiques. Il s'agit ainsi de valoriser à cet égard les décisions positives émanant de Bruxelles. Par ailleurs, la promesse européenne des Droits de l'Homme doit être tenue, en développant une réponse commune et cohérente aux questions que posent les flux migratoires, les enjeux humanitaires, ou encore le conflit ukrainien. La Ministre-présidente de la Sarre a ensuite souligné le besoin de restaurer la confiance des jeunes dans l'avenir européen, notamment dans le domaine de l'apprentissage qui est peu valorisé en France comparativement à l'Allemagne. Il est capital que la France et l'Allemagne soient capables de définir des intérêts communs et de mettre en place des actions communes, puis de transmettre leurs convictions à tous leurs partenaires européens.

Retour en images



À propos du Forum de Genshagen

Le *Forum de Genshagen pour le dialogue franco-allemand* est le fruit d'une coopération entre la Fondation Genshagen et l'Institut Montaigne. Depuis 2010, une centaine de décideurs et représentants français et allemands des mondes de la politique, de la diplomatie, de l'économie, de la culture et des médias sont invités à échanger sur un thème déterminant pour l'avenir de l'Europe. Les précédentes éditions ont notamment été consacrées aux effets de la crise économique et financière (2010), aux enjeux relatifs à l'intégration (2011), à la question d'une stratégie énergétique commune pour l'Europe (2012) et aux interactions entre l'Europe, le bassin méditerranéen et le continent africain (2013).

A l'occasion des conférences annuelles du Forum de Genshagen, l'Institut Montaigne et la Fondation Genshagen interrogent chaque année, avec Harris Interactive, un échantillon représentatif de Français et d'Allemands dans le cadre d'un sondage à deux volets : l'un barométrique, consacré à leur perception de l'importance de la relation franco-allemande (consolidation depuis 2011) et l'autre portant sur la thématique annuelle du Forum. Par ailleurs, une étude portant sur le sujet de l'année et formulant des recommandations politiques concrètes a été réalisée en 2013 et 2014, publiée sous la forme d'un Genshagener Papier.



Mentions légales

Tous droits réservés. Aucun élément de cette publication ne peut être copié ou reproduit de façon partielle ou intégrale sans l'autorisation écrite et préalable de la Fondation Genshagen et de l'Institut Montaigne.

© Stiftung Genshagen / Institut Montaigne, 2015

Editeurs

Stiftung Genshagen
Im Schloss
D-14974 Genshagen

Tel. + 49 (0)3 37 88 05 931
Fax. + 49 (0)3 37 88 70 013
www.stiftung-genshagen.de
institut@stiftung-genshagen.de

Institut Montaigne
38, rue Jean Mermoz
F-75008 Paris

Tel. + 33 (0) 1 53 89 05 60
Fax. + 33 (0) 1 53 89 05 61
www.institutmontaigne.org
info@institutmontaigne.org



INSTITUT
MONTAIGNE



Contacts

Isabelle Maras
maras@stiftung-genshagen.de
Tel.: +49 33 78-80 59 36
Fax: +49 33 78-87 00 13

Janine Ziegler
ziegler@stiftung-genshagen.de
Tel.: +49 33 78-80 59 95
Fax: +49 33 78-87 00 13

Maylis Brandou
mbrandou@institutmontaigne.org
Tel.: +33 1 53 89 05 68
Fax: +33 1 53 89 05 61

Méryl Sotty
msotty@institutmontaigne.org
Tel.: +33 1 53 89 05 71
Fax: +33 1 53 89 05 61

Responsable graphique

M.O.R. Design, www.mor-design.de

Photos

Nora Erdmann

Mise en page

Tilman Chladek

Sponsors :



Robert Bosch Stiftung



En collaboration avec :

